



Treizième session
Point 50 de l'ordre du jour

COORDINATION, SUR LE PLAN ADMINISTRATIF ET BUDGETAIRE,
DE L'ACTION DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET DE
CELLE DES INSTITUTIONS SPECIALISEES

BUDGET DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ENERGIE ATOMIQUE
POUR L'EXERCICE 1959

Trentième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives
et budgétaires à l'Assemblée générale (treizième session)

INTRODUCTION

1. Le paragraphe 3 de l'article XVI de l'Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique stipule :

"L'Agence convient de communiquer son budget annuel à l'Organisation des Nations Unies pour que l'Assemblée générale puisse faire toutes recommandations qu'elle jugera utiles sur les aspects administratifs de ce budget."

L'Agence a donc communiqué à l'ONU son budget pour 1959, tel qu'il a été approuvé par sa Conférence générale.

2. Comme suite à la suggestion du Secrétaire général (A/BUR/148, paragraphe 5) et à la recommandation du Bureau (A/3926, paragraphe 4), l'Assemblée générale a décidé que, bien que l'Agence ne soit pas formellement considérée comme une institution spécialisée, son budget pour 1949 serait examiné - aux termes des dispositions applicables de l'Accord régissant les relations de l'Agence avec l'ONU - à propos du point 50 de l'ordre du jour de la session actuelle de l'Assemblée générale : "Coordination, sur le plan administratif et budgétaire, de l'action de l'Organisation des Nations Unies et de celle des institutions spécialisées". En outre, l'Assemblée a décidé que la procédure d'examen

normalement suivie à l'ONU pour les institutions spécialisées s'appliquerait dans le cas du budget de l'Agence.

3. En conséquence, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné le budget pour 1959 de l'Agence, quant à ses aspects administratifs. Le Comité consultatif est heureux de signaler que le Conseil des gouverneurs de l'Agence a prié le Directeur général de prendre, lorsqu'il communiquerait à l'ONU le budget de l'Agence, des dispositions pour que le Comité consultatif puisse en étudier la partie administrative.

4. Le Comité consultatif a eu l'occasion d'examiner le détail du budget et certaines questions connexes avec des représentants du Directeur général de l'Agence.

BUDGET POUR 1959 - RECAPITULATION GENERALE

	<u>Dépenses d'administration</u>	<u>Dépenses d'exécution</u>	<u>Total</u>
	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>	<u>Dollars</u>
1959 Crédits ouverts	5.225.000	1.500.000	6.725.000
1958 Crédits ouverts	4.089.000 ^{a/}	250.000	4.339.000
1957 Dépenses	néant	néant	néant

a/ Y compris 624.000 dollars prêtés initialement par l'ONU, pour couvrir les dépenses de la Commission préparatoire. Les crédits effectivement ouverts pour couvrir les dépenses d'administration en 1958 se chiffrent donc à 3.465.000 dollars.

5. L'Agence a un budget annuel, qui est préparé initialement par le Directeur général, mais qui est ensuite revu et soumis à la Conférence générale annuelle par le Conseil des gouverneurs, composé de 23 membres^{1/}. A sa deuxième session ordinaire, tenue à Vienne, du 23 septembre au 4 octobre 1958, la Conférence générale de l'Agence a approuvé l'ouverture d'un crédit de 5.225.000 dollars pour les dépenses

^{1/} Pour des précisions sur la composition et les attributions de la Conférence générale et du Conseil des gouverneurs, voir le statut de l'Agence, article VI.

"d'administration"^{2/}, à imputer sur les contributions normales des Etats membres, et a fixé un "objectif" à atteindre pour faire face aux dépenses "d'exécution" proposées, à savoir 1,5 million de dollars, à imputer sur les contributions volontaires des Etats membres.

6. Comme le montre la note 2, les dépenses "d'administration" de l'Agence englobent beaucoup plus que les dépenses courantes et les frais généraux auxquels le terme "d'administration" s'applique normalement. C'est ainsi que certains des aspects les plus importants du programme de l'Agence, par exemple, organisation de stages d'études, de colloques et de conférences scientifiques, recherches sur les garanties en matière de santé, de sûreté et de sécurité et, à titre provisoire, envoi d'équipes d'enquête et de missions d'experts dans les pays peu développés, sont financés sur la partie "administrative" du budget. On trouvera à l'annexe A un tableau qui indique la répartition approximative des dépenses proposées entre les principales activités de l'Agence en 1959.

7. A une conférence des contributions tenue pendant la deuxième session ordinaire de la Conférence générale, le versement d'environ 845.000 dollars, en monnaies diverses, sur les 1,5 million de dollars de crédits ouverts pour les dépenses d'exécution, a été annoncé. Depuis, de nouvelles contributions ont été annoncées, ce qui porte à 853.381 dollars le total des contributions volontaires offertes.

8. Le Comité consultatif souhaite faire deux observations au sujet des dépenses "d'administration" et des dépenses "d'exécution" de l'Agence. En premier lieu, dans la mesure où les dépenses "d'administration" concernent certaines activités qui ont aussi un caractère d'exécution, il se peut qu'il faille revoir les définitions actuelles de ces deux catégories de dépenses. Il n'est, bien entendu, pas anormal de faire face à certaines dépenses d'exécution au moyen du budget

2/ Aux termes du statut de l'Agence, les dépenses suivantes sont classées comme dépenses "d'administration" : dépenses de personnel de l'Agence; coût des réunions; dépenses entraînées par la préparation des projets de l'Agence; diffusion d'informations; dépenses entraînées par l'application des garanties; frais de manutention et d'entreposage des produits fissiles spéciaux autres que les produits fournis aux Etats membres. Les dépenses "d'exécution" sont les dépenses relatives aux produits, aux installations, au matériel et à l'équipement acquis ou implantés par l'Agence dans l'exercice de ses attributions, ainsi que le coût des produits, des services, de l'équipement et des installations fournis par elle au titre d'accords avec un ou plusieurs de ses membres.

proprement dit, par opposition au budget alimenté par des contributions volontaires; en pareil cas, il serait utile de faire le départ entre a) le budget ordinaire, qui comprend certaines dépenses d'exécution, et b) un fonds d'exploitation spécial, extra-budgétaire, plutôt que de distinguer entre dépenses "d'administration" et dépenses "d'exécution".

9. La deuxième observation que le Comité consultatif désire présenter concerne la procédure relative à l'"ouverture d'un crédit" de 1.500.000 dollars pour des dépenses "d'exécution" auxquelles on doit faire face avec des contributions volontaires. S'il est logique, dans le cas du budget proprement dit, d'ouvrir des crédits avant que le montant de la somme correspondante ne soit réparti entre les Etats membres, il peut y avoir des inconvénients à suivre une procédure analogue pour les contributions volontaires, avant que les contributions ne soient annoncées, ou pour des sommes supérieures à celles dont le versement est annoncé. Le Comité consultatif note donc avec intérêt que la Conférence générale a qualifié le montant de 1,5 million de dollars d'"objectif" à atteindre pour les contributions de 1959 afin de couvrir les dépenses "d'exécution", et a fixé un ordre de priorité entre les divers projets du programme d'exécution (GC(II)/RES/25(II)).

10. A ce propos, il semble au Comité consultatif, que les dispositions assez complexes appliquées par l'Agence pour ce qui est des divers fonds^{3/} devraient peut-être aussi être revues, compte tenu de l'expérience, en vue d'adopter des méthodes financières et comptables plus simples.

3/ Abstraction faite du Fonds de roulement, l'Agence est dotée des fonds suivants :

- i) Fonds administratif, qui sert à couvrir les dépenses "d'administration", et auquel sont virées les contributions "fixées";
 - ii) Fonds d'exploitation I : dépenses et recettes relatives aux moyens techniques dont l'Agence dispose et à leur fourniture, moyennant rémunération aux membres;
 - iii) Fonds d'exploitation II : dépenses et recettes relatives à la fourniture, moyennant rémunération, de produits, services, équipement ou installations aux membres au titre d'accords conclus entre eux et l'Agence;
 - iv) Fonds général alimenté par des contributions volontaires et que l'Agence utilise, s'il y a lieu, pour faire face à des dépenses supplémentaires concernant les rubriques ii) et iii) ci-dessus.
- (Pour plus de détails, voir le Règlement financier de l'Agence et, en particulier, les articles 3.06, 3.07, 4.01 à 4.04, 6.09 à 6.11 et 7.01 à 7.08).

/...

BUDGET POUR 1959 : QUESTIONS PARTICULIERES

Ordonnance du budget

11. Le budget pour 1959 est le premier qui ait été préparé par le Directeur général et le Conseil des gouverneurs, le budget pour 1958 ayant été élaboré par la Commission préparatoire que la Conférence inaugurale avait créée pour mettre sur pied l'Agence. Le budget pour 1959 est une version modifiée de celui de l'ONU pour 1958; c'est donc un budget essentiellement classé par objets de dépenses, plutôt qu'un budget fonctionnel. Cependant, le Comité consultatif constate avec satisfaction que le document intitulé "Programme et budget" expose de façon claire et concise les grandes lignes du programme de travail de l'Agence pour 1959, ainsi que l'organisation de ce programme telle qu'on l'envisage.

12. Le Comité consultatif croit comprendre que le groupement, sous un seul chapitre, des crédits demandés pour les traitements et salaires du personnel permettrait une utilisation plus souple des postes, ce qui est d'autant plus important pour l'Agence qu'il se passera encore quelque temps avant que ses besoins techniques ne soient formulés en termes de spécialités précises. Pour la même raison, à cette période initiale de l'activité de l'Agence, il semble que l'on ait eu recours dans une proportion notable aux services de consultants, l'effectif permanent correspondant seulement aux besoins évidents et durables (voir aussi plus loin, paragraphe 16).

Comparaison avec le budget pour 1958

13. Il y a une augmentation apparente de 1.882.000 dollars des dépenses d'administration, les prévisions étant passées de 3.343.000 dollars pour 1958 à 5.225.000 dollars pour 1959. Cependant, sur cette somme, 525.000 dollars environ correspondent à une réduction de 33 pour 100 appliquée aux chiffres de 1958 pour tenir compte des retards survenus dans le recrutement. L'augmentation réelle, calculée sur la base d'une année complète, est donc de 1.357.000 dollars; elle est due a) au nouveau personnel dont le recrutement a été autorisé pour 1959 (566.000 dollars); b) aux frais de voyage supplémentaires (100.000 dollars); c) aux projets spéciaux et activités nouvelles, qui représentent 691.500 dollars.

14. On trouvera à l'annexe B un état récapitulatif indiquant les ouvertures initiales de crédits pour 1958, le montant estimatif des dépenses pour 1958 et les crédits ouverts pour 1959.

/...

Postes permanents

15. L'effectif approuvé pour 1958 par la Commission préparatoire et la Conférence générale de 1957 comprend 176 postes d'Administrateur et 217 postes d'agent des Services généraux. Le budget de 1959 prévoit une augmentation de 45 postes dans la catégorie des Administrateurs, ce qui porte l'effectif total de cette catégorie à 221, et de 61 postes des Services généraux, ce qui porte l'effectif total de cette catégorie à 278.

16. Le Comité consultatif croit comprendre que 32 des postes supplémentaires de la catégorie des Administrateurs demandés pour 1959 appartiennent aux divisions technique et scientifique du Secrétariat. Dans les divisions non techniques, 13 postes nouveaux ont été demandés; tous sauf 5, ont été demandés pour la Division des services linguistiques. La Commission préparatoire, qui avait prévu cette augmentation des besoins en personnel technique avait déclaré dans son rapport que le tableau d'effectifs pour 1958 prévoyait "le recrutement d'un ensemble de fonctionnaires qui puisse être étendu dans les années à venir au fur et à mesure que l'activité de l'Agence se développera; il en est ainsi, en particulier, pour le personnel technique...". Le Comité consultatif note également que, sur le plan administratif, l'effectif proposé pour 1959 suffira encore, dans l'ensemble, aux besoins de l'Agence pendant quelques années.

17. Pour ce qui est de l'administration du personnel et du régime des traitements et indemnités, les dispositions suivies à l'Agence sont très proches de celles de l'ONU.

18. A la suite d'une enquête sur le coût de la vie qui a été entreprise par le Bureau international du Travail, le Conseil des gouverneurs et la Conférence générale ont décidé de ranger Vienne dans la classe 2, aux fins de l'indemnité de poste versée aux Administrateurs, avec effet rétroactif au 1er janvier 1958.

Fonds de roulement

19. L'Agence a un Fonds de roulement, qui a été fixé à 2 millions de dollars pour 1958. La Conférence générale a décidé que le montant du Fonds resterait le même en 1959.

Barème des quotes-parts

20. L'article XIV D du statut de l'Agence prévoit que, pour fixer le barème des quotes-parts, la Conférence générale s'inspire des principes adoptés par les Nations Unies en ce qui concerne les contributions des Etats Membres au budget ordinaire de l'Organisation. En conséquence, le barème provisoire de l'Agence pour 1959 a été fixé d'après le barème de l'ONU pour 1958, sous réserve des ajustements nécessaires pour tenir compte des différences dans la composition des deux organisations; toutefois, ce barème fera l'objet d'autres ajustements à la suite des décisions que l'Assemblée générale prendra au sujet du barème de l'ONU pour 1959. Le Comité consultatif pense que cet ajustement rétroactif est une disposition particulière à l'année 1959 et qu'à l'avenir le barème de l'Agence pour une année déterminée sera fixé d'après le barème de l'ONU pour l'année précédente.

Rentrée des contributions

21. Les avances consenties au Fonds de roulement sont dues entièrement en dollars des Etats-Unis, alors que les contributions au budget d'administration pour 1958 sont payables par moitié en dollars des Etats-Unis et par moitié en schillings autrichiens. Au 30 septembre 1958, 77,5 pour 100 des contributions au budget d'administration avaient été versées et 95,2 pour 100 des avances au Fonds de roulement avaient été reçues. Toutefois, les contributions volontaires au budget d'exécution ne s'élevaient qu'à 45,4 pour 100 de l'"objectif" fixé à 250.000 dollars.

Système de vérification des comptes

22. La vérification intérieure des comptes est assurée par un service qui rend directement compte au Directeur général de l'Agence. Pour ce qui est de la vérification extérieure, la Conférence générale, à sa deuxième session, a désigné les Vérificateurs généraux des comptes de la République fédérale d'Allemagne, de la Norvège et de la Yougoslavie pour constituer un Comité des commissaires aux comptes.

23. Le Comité consultatif compte que les commissaires aux comptes de l'Agence participeront aux travaux du Comité mixte des commissaires aux comptes des Nations Unies, de manière à assurer l'application de principes et de pratiques uniformes en matière de vérification des comptes.

/...

PARTICIPATION AU PROGRAMME ELARGI D'ASSISTANCE TECHNIQUE

24. A sa deuxième session, la Conférence générale, approuvant une recommandation du Conseil des gouverneurs, a décidé que l'Agence devrait demander à participer au Programme élargi. La Conférence a également invité le Directeur général à prendre les mesures voulues pour présenter, à cette fin, aux autorités compétentes des Nations Unies une demande au nom de l'Agence.

25. Le Comité consultatif pense que l'activité que l'Agence pourrait entreprendre au titre du Programme élargi serait le prolongement de ses propres programmes d'opérations. La Division des questions économiques et de l'assistance technique de l'Agence coordonnera tous les programmes d'assistance de l'Agence, y compris ceux qui pourraient être financés par le Programme élargi. De même, le Département de l'administration comprend une section qui sera responsable de l'administration de ces programmes, qu'ils soient financés sur le budget ordinaire, sur le budget d'exécution ou sur le Programme élargi.

COORDINATION AVEC L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES ET LES INSTITUTIONS SPECIALISEES

26. Le travail de l'Agence touche, en plusieurs points, aux activités de l'ONU et de nombreuses institutions spécialisées, notamment l'OIT, la FAO, l'UNESCO, l'OMS et l'OMM. L'Agence a conclu des accords avec l'ONU et avec les cinq institutions spécialisées précitées; en outre, elle a établi, avec toutes ces organisations, des rapports directs de travail.

27. Le Comité consultatif sait que, en dehors des organisations reliées à l'ONU, de nombreuses organisations, intergouvernementales ou non gouvernementales, exercent leur activité dans le domaine de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques. A l'intérieur même de la famille des Nations Unies, les problèmes de coordination, s'agissant de questions d'intérêt commun, sont loin d'être simples et faciles à résoudre; ces problèmes se poseraient donc d'une façon aiguë lorsqu'il faudrait coordonner les activités de l'Agence et celles des nombreuses autres organisations qui s'intéressent plus ou moins aux mêmes questions.

28. Au paragraphe 68 de son rapport, la Commission préparatoire de l'Agence, tout en déclarant que l'Agence devrait participer, dans une mesure appropriée, à l'organisation de la Deuxième Conférence internationale sur l'utilisation de

/...

l'énergie atomique à des fins pacifiques, a ajouté que l'Agence devrait examiner s'il lui appartiendrait, le cas échéant, de convoquer d'autres conférences de cette nature. Il est peut-être trop tôt, tant pour l'ONU que pour l'Agence, d'envisager l'opportunité de tenir une troisième conférence sur l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques, mais le Comité consultatif est convaincu que, si la question se pose, il sera tenu compte des intérêts de l'Agence et des responsabilités qui lui incombent. Le Comité a appris que, pour le moment, l'Agence se propose d'organiser plusieurs réunions sur des questions déterminées et dans certains domaines précis indiqués par la Deuxième Conférence internationale.

29. Pour ce qui est de la coordination sur le plan administratif, le Comité consultatif estime que l'Agence a réalisé des progrès satisfaisants dans la voie de l'adoption de dispositions réglementaires communes en matière de personnel et d'opérations financières; il en est de même en ce qui concerne la pratique suivie par l'ONU pour d'autres questions administratives. Il convient de noter aussi qu'un certain nombre de fonctionnaires de l'ONU et d'institutions spécialisées ont été détachés auprès de l'Agence, à titre temporaire. Le Comité consultatif est convaincu que l'Agence prendra une part active aux travaux du Comité administratif de coordination et de ses organes subsidiaires et, plus spécialement, à ceux du Comité consultatif pour les questions administratives.

ANNEXE A

Répartition approximative des dépenses proposées entre les
principales activités de l'Agence en 1959

	Catégorie de dépenses		Total des dépenses
	Dépenses d'adminis- tration	Dépenses d'exécution	
	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Conférence générale et Conseil des gouverneurs	750.000		750.000
Dépenses générales d'administration	1.400.000		1.400.000
Documentation scientifique et conférences	550.000		550.000
Activités réglementaires	1.050.000		1.050.000
Assistance technique	1.475.000	1.100.000	2.575.000
Installations techniques pour l'exécution du programme		400.000	400.000
Total	5.225.000	1.500.000	6.725.000

/...

ANNEXE B

FONDS ADMINISTRATIF

Dépenses

Récapitulation

	1958 Budget	1958 Estimations	1959 Budget
	(Dollars)	(Dollars)	(Dollars)
Conférences, réunions et missions :			
1. Conférence générale et Conseil des gouverneurs	300.000	220.000 ^{a/}	749.000
2. Groupes scientifiques consultatifs <u>ad hoc</u>	-	-	51.500
3. Missions spéciales	-	25.000 ^{b/}	200.000
4. Stages d'études et conférences scientifiques	100.000	-	100.000
Secrétariat :			
5. Traitements et salaires	1.100.000	1.225.000	2.030.000
6. Personnel temporaire	390.000	214.000	100.000
7. Consultants	-	75.000 ^{b/}	100.000
8. Dépenses communes de personnel	500.000	717.000	873.000
9. Frais de voyage du personnel	125.000	100.000	200.000
Services communs et matériel :			
10. Frais généraux et fournitures	440.000	307.000	304.000
11. Dépenses de représentation	10.000	5.000	7.500
12. Matériel non consommable	400.000	355.000	110.000
13. Fournitures et matériel scientifiques	-	-	50.000
14. Services scientifiques contractuels	-	90.000 ^{b/}	315.000
15. Travaux contractuels d'imprimerie	100.000	10.000	10.000
16. Achats pour la bibliothèque	-	-	25.000
TOTAL	3.465.000	3.343.000	5.225.000

(Notes du tableau de l'annexe B)

- a/ En 1958, les dépenses du Conseil des gouverneurs ont été imputées sur divers chapitres du budget. On estime que le coût total de la Conférence générale et du Conseil des gouverneurs, en 1958, s'élève à 763.000 dollars.
- b/ Dépenses effectivement imputées en 1958 sur le chapitre Personnel temporaire, mais indiquées ici aux fins de comparaison.
